

FAITS SAILLANTS

**TITRE : ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE
L'ACTION COMMUNAUTAIRE : UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE À L'EXERCICE DE LA
CITOYENNETÉ ET AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU QUÉBEC
ENQUÊTE PAR SONDAGE AUPRÈS DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES FINANCÉS PAR LE
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

1. CONTEXTE

Les demandes pour une politique de reconnaissance de l'action communautaire remontent aux années 1970. Toutefois, c'est à partir du milieu des années 1990 que les structures actuelles se mettent en place (Secrétariat à l'action communautaire autonome [SACA]¹, Comité aviseur de l'action communautaire autonome², comité interministériel). Suivent de nombreux échanges, rencontres, consultations et négociations, souvent ardues mais constructifs, qui conduiront à l'adoption par le conseil des ministres et le lancement, en 2001, de la politique gouvernementale citée en rubrique. Globalement, la politique vise la reconnaissance de la contribution du milieu de l'action communautaire au développement social du Québec. Elle vient donc préciser les relations que le gouvernement veut développer et entretenir avec le milieu de l'action communautaire ainsi que la contribution financière qu'il vise à apporter à ce milieu.

Le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire, déposé en août 2004, consacre la poursuite de la mise en œuvre de la politique. Il précise les actions et chantiers de travail qu'entend mener le gouvernement du Québec. La réussite du Plan d'action doit reposer en partie sur l'application du Cadre de référence en matière d'action communautaire. Ce dernier outil est avant tout un guide d'interprétation qui vise une plus grande cohérence dans l'intervention gouvernementale à tous les paliers.

Les principaux acteurs de la politique

Le **Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA)** joue un rôle de conseil auprès du ministre responsable de l'action communautaire, du gouvernement ainsi qu'auprès des

1. Il est à noter que le Secrétariat à l'action communautaire autonome se nomme, depuis 2006, le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS); ce qui n'était pas le cas lorsque le sondage a été mené, à l'été et à l'automne 2005.

2. Il est à noter que le Comité aviseur de l'action communautaire autonome se nomme, depuis le mois de mai 2007, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQACA); ce n'était pas le cas lorsque le sondage a été mené, à l'été et à l'automne 2005. Au moment du sondage, le conseil d'administration du Comité aviseur de l'action communautaire autonome comportait 15 secteurs et 5 regroupements multisectoriels. En 2007, il est composé de 16 secteurs et de 4 regroupements multisectoriels.

ministères et organismes gouvernementaux. Il joue aussi un rôle de concertation et de coordination dans la mise en œuvre de la politique. Il constitue donc le pilier au centre de la mise en œuvre de la politique.

Le **comité interministériel** constitue le réseau permanent des répondants de l'action communautaire au service des ministères et organismes gouvernementaux concernés par la politique. Il collabore aux divers travaux de la mise en œuvre de la politique.

Le **Comité aviseur de l'action communautaire autonome** réunit des représentants de quinze secteurs et de cinq regroupements multisectoriels, eux-mêmes représentants près de 4 000 organismes d'action communautaire autonome. Il joue un rôle de conseil auprès du Secrétariat à l'action communautaire autonome et auprès du ministre responsable du SACA dans la mise en œuvre de la politique. Ce rôle de conseil a une dimension opérationnelle et politique.

La **Table de concertation sur l'action communautaire** regroupe divers intervenants des milieux intéressés à l'action communautaire. Elle doit contribuer à la mise en œuvre de la politique gouvernementale en fournissant une expertise au regard des enjeux qui touchent le milieu de l'action communautaire.

Les principaux enjeux de la politique

La politique décrit les fondements et les objectifs de la reconnaissance gouvernementale de l'action communautaire ainsi que les engagements pour les concrétiser. Elle définit également les principes directeurs de la relation entre l'État et le milieu communautaire. Les enjeux issus de la politique sont de divers ordres; on peut les synthétiser dans les grands thèmes suivants :

- un enjeu de soutien financier (niveau et mode de financement);
- un enjeu organisationnel de rattachement à une seule instance gouvernementale et de concentration du soutien financier dans cette instance;
- un enjeu administratif relié à l'harmonisation des pratiques des ministères et des organismes gouvernementaux;
- un enjeu de reconnaissance qui se traduit par des comportements et des attitudes du gouvernement;
- un enjeu de respect de l'autonomie, notamment au regard de la mission, des activités et des orientations des organismes communautaires.

Ces enjeux sont ceux sur lesquels le présent sondage a porté.

2. MANDAT D'ÉVALUATION ET APPROCHES RETENUES

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome a mandaté la Direction de l'évaluation du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour réaliser l'évaluation de la mise en œuvre de la politique. Cette évaluation est annoncée dans la politique, ainsi que dans le plan d'action.

L'évaluation de la mise en œuvre de la politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire autonome s'appuie sur une stratégie globale d'évaluation décrite dans un cadre d'évaluation produit en 2004³. Ce cadre constitue la base pour l'amorce des travaux d'évaluation prévus à la politique. Il est accepté par les principaux acteurs de la mise en œuvre de la politique.

L'évaluation de nature formative s'articule en deux approches : l'une quantitative et l'autre qualitative. La première approche a donné lieu à la réalisation d'un sondage par une firme (ECHO sondage) auprès de l'ensemble des organismes communautaires soutenus par le gouvernement du Québec, en vue de mesurer leurs perceptions sur la mise en œuvre et sur les premiers effets de la politique. **Il s'agissait de décrire comment se réalise la mise en œuvre de la politique et non d'évaluer la politique elle-même ou son contenu.** La firme a produit à l'été 2006 un rapport descriptif des résultats du sondage, puis la Direction de l'évaluation a produit un rapport analytique de ces résultats. Les taux de réponse obtenus sont satisfaisants (43 % pour les organismes soutenus financièrement en appui à la mission globale [1 724 répondants] et 34 % chez ceux soutenus par des ententes de service ou par des projets seulement [312 répondants]). Les résultats obtenus par le sondage sont généralisables à l'ensemble des organismes communautaires qui recevaient un financement de l'État en 2003-2004. Le sondage s'appuie sur les perceptions et le degré de satisfaction des organismes. Il ne vise pas à établir de liens de cause à effet avec la mise en œuvre de la politique, puisque d'autres facteurs tels les changements dans les programmes des ministères, en dehors de ce qui était prévu dans la politique, peuvent avoir influencé les perceptions.

3. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction de l'évaluation, Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, *Cadre d'évaluation de la politique de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire*, 2004.

L'approche qualitative est confiée à une équipe externe et s'appuie, pour sa part, sur plusieurs études de cas sectorielles de différents niveaux, dont cinq ont été faites en profondeur. De plus, dans ce volet, les acteurs gouvernementaux et communautaires sont conviés à donner leur point de vue. Le comité d'évaluation a élaboré un appel d'offres et il s'est associé le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture pour lancer l'appel d'offres. C'est une équipe placée sous la direction de madame Deena White, du Département de sociologie de l'Université de Montréal, qui a été choisie pour effectuer l'évaluation.

3. RÉSULTATS GLOBAUX ET DISCUSSION

Les données présentées dans cette section **font état de résultats globaux et traitent des réponses données par l'ensemble des organismes communautaires ayant répondu au sondage.** C'est donc dire qu'ils ne décrivent pas les situations propres à chacun des ministères ou organismes gouvernementaux qui soutiennent financièrement des organismes communautaires étant donné que, pour plusieurs d'entre eux, les nombres sont peu élevés. Précisons que le **ministère de la Santé et des Services sociaux** soutient une large majorité des organismes communautaires subventionnés répondants (66 %) et que cela **influence les résultats globaux**, notamment **pour les organismes soutenus financièrement en appui à la mission globale. Chez les organismes soutenus par des ententes de service ou par des projets seulement, l'influence sur les résultats globaux vient principalement des organismes (54 %) liés au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec).** On trouvera à l'annexe 1 le tableau des organismes répondants selon le ministère qui attribue le soutien financier.

LES CARACTÉRISTIQUES DES ORGANISMES

Les organismes se distinguent selon qu'ils sont soutenus financièrement en appui à la mission globale ou financés par des ententes de service ou par des projets seulement.

- **Des organisations nettement plus anciennes chez les organismes soutenus financièrement en appui à la mission globale** ont 20 ans ou plus (43 % contre 29 % des organismes soutenus par des ententes de service ou par des projets seulement);
- Les champs d'action sont variés, quoique plus concentrés pour les organismes financés par des ententes de service ou par des projets seulement (39 % en employabilité et 32 % en intégration sociale);

- **Les revenus des organismes financés en appui à la mission globale sont moins élevés** (31 % déclarent des revenus de 100 000 \$ ou moins contre 17 % pour des organismes financés par des ententes de service ou par des projets seulement) et ces organismes perçoivent leur situation financière comme moins favorable.

L'« OPÉRATION TRANSFERT ET CONCENTRATION »

Voici quelques constats :

- L'opération « transfert et concentration » visait près de la moitié des organismes répondants soutenus financièrement en appui à la mission globale et certains milieux ont été plus touchés que d'autres (ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine et ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale [SACA]);
- Plusieurs organismes ont été informés préalablement des travaux (72 %);
- Le fait de changer de ministère d'attache a semblé influencer sur la satisfaction des organismes qui ont répondu avoir vécu cette situation. Globalement, la satisfaction des organismes touchés par l'opération de transfert et concentration est de 64 %;
- On reconnaît après coup le bien-fondé de l'opération.

Les organismes reconnaissent généralement des effets positifs au rattachement à un seul ministère. Les points qui suscitent le plus grand assentiment sont associés à la perception d'une meilleure reconnaissance de la mission de l'organisme, à la simplification des exigences en matière de reddition de comptes et à la récurrence du financement. Ce sont des aspects importants de la politique. Un autre aspect semble susciter des craintes. **Certains organismes éprouvent des inquiétudes quant à une possibilité éventuelle de devoir restreindre leur mission globale** pour s'ajuster à celle du ministère d'attache. Cela révèle que le respect de la mission de l'organisme touche une corde particulièrement sensible chez les organismes.

LES ÉLÉMENTS DE RECONNAISSANCE

La reconnaissance constitue un enjeu politique important pour les organismes communautaires. Les organismes devaient prioriser des énoncés. Par la suite, ils devaient indiquer leur perception des changements depuis la mise en œuvre de la politique⁴.

a) *Les organismes soutenus financièrement en appui à la mission globale*

Les énoncés les plus fréquemment mentionnés comme un des trois éléments prioritaires par les organismes soutenus en appui à la mission globale sont :

4. On trouvera aux annexes 2 et 3 des tableaux rapportant les réponses des organismes au regard de chacun des énoncés.

- « Votre organisme tient sa légitimité de son milieu et de sa communauté » (51 %);
- « Votre organisme existe pour répondre aux besoins définis par ses membres » (44 %);
- « L'expérience terrain de votre organisme est un atout important dans la compréhension de certains besoins de la population » (44 %).

Au regard des énoncés les plus souvent mentionnés, la majorité des organismes répond que la situation n'a pas changé depuis la mise en œuvre de la politique (55 % à 70 %). Cette dernière ne semble pas avoir eu d'effets sur les éléments de reconnaissance, alors que cela constitue un enjeu de la politique. Lorsqu'un changement est constaté sur les éléments de reconnaissance, les organismes répondants sont plus nombreux à dire qu'il y a eu amélioration plutôt que détérioration (18 à 30 % contre 5 à 8 %).

b) Les organismes financés par des ententes de service ou par des projets uniquement

Les énoncés les plus fréquemment mentionnés comme éléments prioritaires par les organismes financés par des ententes de service ou par des projets uniquement sont :

- « L'expérience terrain de votre organisme est un atout important dans la compréhension de certains besoins de la population » (62 %);
- « Votre organisme existe pour répondre aux besoins définis par ses membres » (40 %);
- « En vue de résultats à long terme, votre organisme a développé une approche globale dans son intervention » (40 %).

En ce qui concerne les énoncés classés comme prioritaires, les organismes sont nombreux à considérer (46 %, 49 %, 61 %) que la situation n'a pas changé depuis la mise en œuvre de la politique. Lorsqu'un changement est constaté, il s'agit plus d'une amélioration que d'une détérioration (19 % à 38 % contre 6 % à 8 %). **Sur cet aspect, les organismes, quel que soit le mode de financement, ont des perceptions assez semblables.**

LES COMPORTEMENTS ET LES ATTITUDES DU GOUVERNEMENT

Au-delà des éléments prioritaires de reconnaissance, nous avons exploré comment cette reconnaissance peut se traduire dans les attitudes et les comportements du gouvernement à l'endroit des organismes.

En ce qui concerne les comportements et les attitudes de reconnaissance, le mode de soutien financier n'influence pas les perceptions. En effet, les organismes financés en appui à la mission

globale et ceux soutenus uniquement par des ententes de service ou par des projets ont des préoccupations semblables, puisque ce sont les trois mêmes énoncés qui ont été les plus fréquemment mentionnés comme éléments prioritaires, et ce, dans des proportions similaires, à l'exception du premier énoncé qui a été choisi par davantage d'organismes en appui à la mission globale (84 % contre 72 %). Les trois énoncés retenus sont les suivants :

- « Le soutien financier permettant la consolidation de l'action de votre organisme » (84 % mission globale, 72 % ententes/projets uniquement);
- « Le recours aux connaissances et à l'expertise de votre organisme lorsqu'il est question de développer ou de modifier des politiques ou des programmes de votre domaine » (42 % mission globale, 44 % ententes/projets uniquement);
- « La connaissance de votre organisme et de son milieu d'intervention » (33 % mission globale, 35 % ententes/projets uniquement).

La première attente des organismes est liée au soutien financier. Le niveau de financement accordé par le gouvernement influence largement la perception des organismes.

La majorité des organismes soutenus en appui à la mission globale et ceux soutenus uniquement par des ententes de service ou par des projets ont la perception que la situation n'a pas changé quant à ces aspects depuis la mise en œuvre de la politique. **Lorsqu'ils constatent un changement, les deux types d'organismes mentionnent autant une amélioration qu'une détérioration au regard du premier énoncé.** Chez ceux qui perçoivent une amélioration, cela reflète possiblement la situation qui a prévalu au cours des dernières années, dans laquelle, malgré les compressions budgétaires dans l'administration publique au Québec, il y a eu en général une légère hausse des allocations attribuées à l'action communautaire. Le fait qu'une détérioration soit perçue par autant d'organismes peut être interprété comme la prédominance d'un sentiment de fragilité par rapport au financement.

LE RESPECT DE L'AUTONOMIE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

a) Les organismes soutenus financièrement en appui à la mission globale

Les énoncés les plus fréquemment mentionnés comme éléments prioritaires sont :

- « La possibilité pour votre organisme de déterminer lui-même sa mission, ses activités et ses orientations » (84 %);
- « L'accès à un financement de base qui n'est pas orienté sur des thèmes ou des priorités gouvernementales précises » (76 %).

Ces énoncés reflètent l'enjeu politique du rapport du milieu communautaire face au gouvernement. Le milieu de l'action communautaire tient à se définir autrement que par les choix gouvernementaux. Une majorité des organismes répond que la situation n'a pas changé (57 % et 77 % respectivement). En ce qui concerne le premier énoncé, rares sont ceux qui mentionnent une amélioration ou une détérioration. Dans le cas de l'énoncé portant sur l'accès à un financement de base non orienté, près d'un organisme sur cinq a mentionné une détérioration, ce qui est près du double (10 %) de ceux ayant mentionné une amélioration.

b) Les organismes soutenus uniquement par des ententes de service ou par des projets

Les énoncés les plus fréquemment mentionnés comme éléments prioritaires sont :

- « La possibilité pour votre organisme de déterminer lui-même sa mission, ses activités et ses orientations » (79 %);
- « L'accès à des sources diversifiées de financement » (48 %);
- « Dans le cadre d'ententes de service, l'autonomie de votre organisme dans le choix de ses pratiques, clientèles, territoires, etc., parmi leurs priorités » (45 %);
- « La conclusion d'ententes de service pleinement satisfaisantes pour l'organisme » (45 %).

La majorité répond que la situation n'a pas changé depuis la mise en œuvre. Lorsqu'un changement est constaté, on relève plus de détérioration que d'amélioration vis-à-vis de trois énoncés et autant d'amélioration que de détérioration au regard d'un autre énoncé.

En somme, **tant pour les organismes financés en appui à la mission globale que pour ceux financés par des ententes de service ou par des projets uniquement, la question de**

l'autodétermination de la mission, des activités et des orientations apparaît au sommet des priorités quant au respect de l'autonomie. Le financement se révèle également une préoccupation particulièrement importante pour les organismes soutenus en appui à la mission globale. Pour les organismes soutenus uniquement par des ententes de service ou par des projets, c'est le contenu des ententes de service qui semble davantage causer des difficultés pour certains.

LA REDDITION DE COMPTES, LES RELATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT ET LA SATISFACTION GÉNÉRALE PAR RAPPORT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

La reddition de comptes

Près d'un organisme soutenu financièrement en appui à la mission globale sur quatre (23 %) perçoit des changements dans les exigences en matière de reddition de comptes depuis la mise en œuvre de la politique. Parmi les organismes qui perçoivent des changements, près de la moitié (47 %) considèrent que les processus et exigences sont un peu ou beaucoup plus complexes, alors que le tiers juge au contraire que cela s'est simplifié. Les organismes ayant un nouveau ministère d'attache où leur soutien financier a été transféré sont plus enclins à percevoir un changement négatif depuis la mise en œuvre de la politique en ce qui concerne la complexité des processus et des exigences sur la reddition de comptes.

Les relations entre le gouvernement et les organismes communautaires

Plus des deux tiers des organismes financés en appui à la mission globale, et la moitié dans le cas des organismes financés uniquement par des ententes de service ou par des projets, considèrent que les relations entre les ministères ou organismes gouvernementaux n'ont pas changé depuis la mise en œuvre de la politique. Dans les deux cas, lorsqu'un changement a été perçu, on considère dans une proportion deux fois plus grande que les relations se sont améliorées.

La satisfaction générale par rapport à la mise en œuvre de la politique

Près de la moitié (44 %) des organismes soutenus financièrement en appui à la mission globale sont très satisfaits ou satisfaits de la mise en œuvre de la politique jusqu'à maintenant. En revanche, un peu plus du quart se sont dits très insatisfaits et insatisfaits. Pour les organismes

soutenus uniquement par des ententes de service ou par des projets, il y a aussi plus de satisfaction (34 %) que d'insatisfaction (19 %).

4) CONCLUSION GÉNÉRALE

Que devons-nous retenir des résultats de ce sondage, ?

Tout d'abord, rappelons que l'élément qui a été le plus visible dans la mise en œuvre de la politique jusqu'à présent est **l'opération de transfert des organismes vers un ministère d'attache et de la concentration du soutien financier** en appui à la mission globale. Cela concerne une proportion assez élevée d'organismes. **Majoritairement, cette opération est perçue comme étant plus avantageuse que la situation antérieure.** Toutefois, on a relevé encore des inquiétudes ou insatisfactions. Cela nous incite à être vigilants à cet égard, notamment dans les champs d'action où les transferts ont été plus nombreux. Le rattachement à un seul ministère induit une perception plus positive. Cela entraîne, toutefois, une perception de plus grande complexité sur la reddition de comptes. Il y a donc encore une appropriation de part et d'autre (organismes communautaires ainsi que ministères et organismes gouvernementaux) à consolider.

Au regard du **type de soutien financier**, qui a toujours constitué un enjeu majeur de l'élaboration de la politique, on peut faire état de certains constats et hypothèses. Il existe **une forte ressemblance entre les organismes soutenus en appui à la mission globale et ceux financés uniquement par des ententes de service et par des projets** au regard des points de vue recueillis **sur les attentes et les priorités.** Cela est vrai malgré le fait que ces organismes se distinguent sur plusieurs aspects. Ceux qui sont financés en appui à la mission globale sont plus anciens, ils disposent d'un revenu plus modeste et ils couvrent une plus grande variété de champs d'action que les organismes financés uniquement par des ententes de service ou par des projets. Les enjeux politiques et financiers soulevés par les modes de financement semblent encore bien présents, puisque, notamment, les organismes financés par des ententes de service ou par des projets uniquement apparaissent particulièrement soucieux du respect de leur autonomie et sensibles à l'influence des ententes sur leur mission et le choix de leurs pratiques. Le respect de l'autonomie suscite des inquiétudes aussi pour les organismes financés en appui à la mission globale. Il faut voir **la perception plus négative au regard du respect de l'autonomie** comme une indication à être vigilant à cet égard pour la suite de la mise en œuvre de la politique.

Par rapport au **niveau du soutien financier**, on peut facilement conclure qu'il s'agit d'**une préoccupation forte des organismes**. Cela demeure un enjeu important, bien que, globalement, les investissements aient augmenté au cours des dernières années.

Sur le plan des **attitudes** et des **comportements de reconnaissance** du gouvernement envers les organismes, la perception de ces derniers est plus positive que négative. **On observe donc une progression** qui irait dans le sens des engagements de la politique.

Est-ce que la mise en œuvre d'une politique dans son ensemble influence le cours des choses au regard du développement et de la reconnaissance de l'action communautaire? La première constatation qu'il est possible de déduire, au moins à titre d'hypothèse, est que la politique ne semble pas bien connue par les organismes. Mais doit-elle l'être? Ce qui apparaît important, c'est que les grands principes et les éléments contenus dans la politique sont au cœur des préoccupations des organismes. Au moment du sondage, ceux-ci se sont largement prononcés sur les aspects qu'ils considèrent comme prioritaires, et de leurs réponses se dégagent des points majeurs qui sont fortement en lien avec les principaux enjeux de la politique. Toutefois, on ne peut exclure l'existence d'**un certain enjeu lié à une plus grande appropriation de la politique par les organismes de base du milieu de l'action communautaire**.

Même si ce sondage n'a pas couvert l'appareil gouvernemental, on ne peut passer sous silence le travail important d'appropriation chez les acteurs des différents ministères et organismes gouvernementaux visés par la mise en œuvre de la politique. La création de nouveaux programmes dans plusieurs ministères, les échanges entre les acteurs au comité interministériel et les nombreux sous-comités de travail mis sur pied pour documenter plus à fond des dossiers épineux en lien avec la politique qui font en sorte qu'une synergie s'est créée et qu'une appropriation de la politique s'est effectuée au sein des ministères et organismes gouvernementaux. **L'adoption, la mise en œuvre et le suivi d'une politique entraînent la mise en œuvre d'activités et des efforts considérables au sein de l'appareil gouvernemental**. Le volet qualitatif va documenter davantage cet aspect.

De façon globale, le sondage a montré **plus de satisfaction que d'insatisfaction** au regard de la mise en œuvre de la politique. C'est le cas pour les organismes financés en appui à la mission globale comme pour ceux financés uniquement par des ententes de service ou par des projets. C'est aussi une tendance qui se dégage lorsqu'on examine les éléments sous un angle plus précis. Toutefois, **certains éléments sont nettement plus délicats** que d'autres et des

craintes sont palpables quant à leur évolution au regard des priorités du milieu de l'action communautaire révélées dans ce sondage.

Considérant tous les objectifs, engagements et dispositifs contenus dans la politique, du chemin parcouru et les pas qu'il reste à franchir pour réaliser les intentions de départ de la politique, on doit voir **la mise en œuvre de la politique comme une action à poursuivre**, mais aussi à suivre de façon régulière en vue de guider son évolution au fur et à mesure qu'elle se déploie.

Source : Direction de l'évaluation
Collaboration : Comité d'évaluation
Date : Le 28 mai 2007

ANNEXE 1

RÉPARTITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES RÉPONDANTS SELON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME GOUVERNEMENTAL QUI ATTRIBUE DU SOUTIEN FINANCIER POUR 2004-2005^{5 6}

	Organismes et regroupements soutenus financièrement...			
	... en appui à la mission globale (n = 1 724) ⁷		... par des ententes de service ou des projets seulement (n = 312) ⁸	
	n	%	n	%
Ministère de la Santé et des Services sociaux	1 134	65,7*	72	23,1*
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (SACA)	261	15,1*	16	5,2*
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine	158	9,2*	17	5,5*
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	153	8,9	33	10,6
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec)	0	0,0*	168	53,9*
Ministère de la Culture et des Communications	48	2,8	11	3,6
Office des personnes handicapées du Québec	1	0,1	10	3,2
Société d'habitation du Québec	29	1,7	2	0,6
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	20	1,2	9	2,9
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	19	1,1	11	3,5
Ministère de la Sécurité publique	1	0,1*	25	8,0*
Ministère de la Justice	1	0,1*	15	4,8*
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	10	0,6	6	1,9
Ministère des Affaires municipales et des Régions (Affaires municipales)	0	0,0	15	4,8
Ministère des Relations internationales	5	0,3	5	1,6
Société de l'assurance automobile du Québec	0	0,0	6	1,9
Ministère des Services gouvernementaux	3	0,2	--	--
Secrétariat à la jeunesse	0	0,0*	35	11,2*
Secrétariat aux affaires autochtones	2	0,1	--	--
Office de la protection du consommateur	0	0,0	2	0,6

Note : Les astérisques (*) indiquent une différence statistiquement significative entre les organismes et les regroupements soutenus financièrement en mission globale et ceux qui sont soutenus par des ententes de service ou par des projets uniquement.

5. La base de données utilisée est celle de 2003-2004. Toutefois, les organismes ont été interrogés sur la situation de 2004-2005.

6. Tel que rapporté par les répondants lors du sondage.

7. Le total est légèrement supérieur à 100 %. Un petit pourcentage d'organismes sont financés par plus d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental. Aussi, il se peut que des organismes aient été transférés en 2004-2005. Ils auraient alors pu cocher deux ministères.

8. Environ le tiers des organismes répondent être financés par des ententes de service ou des projets par plus d'un ministère ou organisme gouvernemental. C'est ce qui explique le pourcentage plus élevé que 100 %.

ANNEXE 2

ÉNONCÉS DE RECONNAISSANCE PERÇUS COMME LES PLUS IMPORTANTS ET PERCEPTION DE LEUR ÉVOLUTION PAR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES RÉPONDANTS ET FINANCÉS EN APPUI À LA MISSION GLOBALE

Éléments de reconnaissance	Proportion de répondants priorisant ces éléments (%)	Évolution positive (%)	Évolution négative (%)	Statu quo (%)
Votre organisme tient sa légitimité de son milieu et de sa communauté	51	18	5	70
Votre organisme existe pour répondre aux besoins définis par ses membres	44	20	8	65
L'expérience terrain de votre organisme est un atout important dans la compréhension de certains besoins de la population	44	30	7	55
Le rôle de votre organisme en tant qu'agent de changement et de transformation sociale	34	20	8	61
Votre organisme joue un rôle important en matière de prévention	32	25	6	58
Comportements et attitudes				
Le soutien financier permettant la consolidation de l'action de votre organisme	84	22	22	52
Le recours aux connaissances et à l'expertise de votre organisme lorsqu'il est question de développer ou de modifier des politiques ou des programmes de votre domaine	42	12	16	51
La connaissance de votre organisme et de son milieu d'intervention	33	22	7	63
Respect de l'autonomie				
Possibilité pour votre organisme de déterminer lui-même sa mission, ses activités, ses orientations	84	7	6	77
L'accès à un financement de base qui n'est pas orienté sur des thèmes ou des priorités gouvernementales précises	76	10	18	57
La liberté de choisir les partenariats dans lesquels votre organisme s'engage	35	5	9	71
Dans le cadre d'ententes de service, l'autonomie de votre organisme dans le choix de ses pratiques, clientèles, territoires, etc.	31	4	9	51
L'accès à des sources diversifiées de financement	26	5	18	64

ANNEXE 3

ÉNONCÉS DE RECONNAISSANCE PERÇUS COMME LES PLUS IMPORTANTS ET PERCEPTION DE LEUR ÉVOLUTION PAR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES RÉPONDANTS ET FINANCÉS UNIQUEMENT PAR DES ENTENTES DE SERVICE OU PAR DES PROJETS

Éléments de reconnaissance	Priorisés %	Évaluation positive %	Évaluation négative %	Statu quo %
L'expérience terrain de votre organisme est un atout important dans la compréhension de certains besoins de la population	62	38	7	46
Votre organisme existe pour répondre aux besoins définis par ses membres	40	19	6	61
En vue de résultats à long terme, votre organisme a développé une approche globale dans son intervention	40	28	8	49
Comportements et attitudes				
Le soutien financier permettant la consolidation de l'action de votre organisme	72	25	26	43
Le recours aux connaissances et à l'expertise de votre organisme lorsqu'il est question de développer ou de modifier des politiques ou des programmes de votre domaine	44	17	14	57
La connaissance de votre organisme et de son milieu d'intervention	35	27	6	58
Respect de l'autonomie				
La possibilité pour votre organisme de déterminer lui-même sa mission, ses activités, ses orientations	79	7	7	68
L'accès à des sources diversifiées de financement	48	9	19	55
Dans le cadre d'ententes de service, l'autonomie de votre organisme dans le choix de ses pratiques, clientèles, territoires, etc., parmi leurs priorités	45	6	11	58
La conclusion d'ententes de service pleinement satisfaisantes pour l'organisme	45	9	16	50
La liberté de choisir les partenariats dans lesquels votre organisme s'engage	42	5	6	70